



Accord cadre de prestations de câblages informatiques et téléphoniques

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVE PARTICULIERES DU MARCHE (CCAP)

Marché N° 2025MAPAT00005

Le présent marché est passé sous la forme d'une procédure adaptée en application des articles L.2123-1-1°, R.2123-1-1°, L.2125-1-1°, R.2121-8, R.2131-12-2°, R.2131-13, R.2132-1 et 2, R.2123-4, L.2113-10, R.2113-2, R.2151-8-2°, R.2162-1 et 2, R.2162-13 et 14, R.2162-4-1°, R.2162-5 et R.2181-2 du code de la commande publique.

Table des matières

| | |
|--|----------|
| <u>PREAMBULE – PRESENTATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR</u> | 4 |
| <u>ARTICLE 1 – OBJET DU MARCHE</u> | 4 |
| <u>ARTICLE 2 – DESIGNATION - REPRESENTATION DES PARTIES</u> | 4 |
| ARTICLE 2.1 – LE POUVOIR ADJUDICATEUR | 4 |
| ARTICLE 2.2 – LE TITULAIRE | 5 |
| <u>ARTICLE 3 – ALLOTISSEMENT</u> | 5 |
| <u>ARTICLE 4 – FONCTIONNEMENT DU MARCHE</u> | 5 |
| ARTICLE 4.1 – FORME DU MARCHE | 5 |
| ARTICLE 4.2 – ÉMISSION DES BONS DE COMMANDE | 5 |
| ARTICLE 4.3 – INSERTION SOCIALE PAR LE TRAVAIL | 5 |
| <u>ARTICLE 5 – MONTANT DU MARCHE</u> | 5 |
| <u>ARTICLE 6 – PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE</u> | 6 |
| <u>ARTICLE 7 – DUREE - DELAIS D'EXECUTION</u> | 6 |
| ARTICLE 7.1 – DUREE | 6 |
| ARTICLE 7.2 – DELAIS D'EXECUTION | 6 |
| ARTICLE 7.3 – PROLONGATION DES DELAIS D'EXECUTION | 7 |
| ARTICLE 7.3 – LIEUX D'EXECUTION | 7 |
| <u>ARTICLE 8 – CO-TRAITANCE ET SOUS-TRAITANCE</u> | 8 |
| ARTICLE 8.1 – CO-TRAITANCE | 8 |

| | |
|---|-----------|
| ARTICLE 8.2 – SOUS-TRAITANCE | 8 |
| <u>ARTICLE 9 – RECONNAISSANCE DES LIEUX</u> | 8 |
| <u>ARTICLE 10 – PREPARATION, COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX</u> | 8 |
| ARTICLE 10.1 – PERIODE DE PREPARATION | 8 |
| ARTICLE 10.2 – PLANS D’EXECUTION | 9 |
| ARTICLE 10.3 – ORGANISATION, SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE DES CHANTIERS | 9 |
| <u>ARTICLE 11 – RECEPTION ET ADMISSION</u> | 9 |
| ARTICLE 11.1 – ESSAIS ET CONTROLES DES OUVRAGES EN COURS DE TRAVAUX | 9 |
| ARTICLE 11.2 – RECEPTION | 9 |
| <u>ARTICLE 12 – DOCUMENTS FOURNIS APRES EXECUTION</u> | 10 |
| <u>ARTICLE 14 – MODALITES DE DETERMINATION DES PRIX</u> | 10 |
| ARTICLE 14.1 – REPARTITION DES PAIEMENTS | 10 |
| ARTICLE 14.2 – FORME DES PRIX | 11 |
| ARTICLE 14.3 – CONTENU DES PRIX | 11 |
| ARTICLE 14.4 – CHIFFRAGE DES DEVIS | 12 |
| ARTICLE 14.5 – ETABLISSEMENT DES PRIX DU MARCHE | 12 |
| ARTICLE 14.6 – CLAUSE BUTOIR ET DE SAUVEGARDE | 12 |
| ARTICLE 14.7 – AJOUT ET REMPLACEMENT DE PRODUIT | 12 |
| <u>ARTICLE 15 – RETENUE, GAPD OU CAUTION</u> | 12 |
| <u>ARTICLE 16 – AVANCE</u> | 13 |
| <u>ARTICLE 17 – MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES</u> | 13 |
| <u>ARTICLE 18 – DELAI GLOBAL DE PAIEMENT</u> | 13 |
| <u>ARTICLE 19 – PENALITES FINANCIERES</u> | 14 |
| <u>ARTICLE 20 – MODIFICATIONS</u> | 15 |
| <u>ARTICLE 21 – MARCHES DE PRESTATIONS SIMILAIRES ET COMPLEMENTAIRES</u> | 16 |
| <u>ARTICLE 22 – CHANGEMENT DANS LA SITUATION DU TITULAIRE</u> | 16 |
| <u>ARTICLE 23 – CESSION</u> | 16 |
| <u>ARTICLE 24 – FORCE MAJEURE</u> | 16 |
| <u>ARTICLE 25 – RESILIATION</u> | 16 |
| <u>ARTICLE 26 – RESPONSABILITES</u> | 17 |
| ARTICLE 26.1 – PROVENANCE, QUALITE, CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS | 17 |
| ARTICLE 26.2 – GESTION DU PERSONNEL | 17 |

ARTICLE 27 – NOTIFICATIONS – CESSIION DE CREANCES – PIECES A REMETTRE AU TITULAIRE17

ARTICLE 28 – NULLITE D’UNE CLAUSE..... 18

ARTICLE 29 – ASSURANCES18

ARTICLE 30 – PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES18

ARTICLE 31 – DROIT APPLICABLE19

ARTICLE 32 – DIFFERENDS.....19

ARTICLE 33 – ÉLECTION DE DOMICILE19

ARTICLE 34 – DEROGATIONS AU CCAG-TRAVAUX19

Préambule – Présentation du pouvoir adjudicateur

L'Université Paris XIII dénommé Université Sorbonne Paris Nord (USPN) est un établissement d'enseignement supérieur pluridisciplinaire implanté sur quatre campus en Seine-Saint-Denis : Villetaneuse, Bobigny, Saint-Denis, La Plaine Saint-Denis, George Sand et Argenteuil. L'Université Paris XIII (USPN) est fréquentée par 25 000 étudiants dont un millier en formation continue et se compose de cinq UFR, un institut et trois IUT. Cet établissement concilie un haut niveau scientifique – une trentaine de laboratoires de recherche dont certains sont associés au CNRS et à l'Inserm - et le souci d'ouvrir l'enseignement supérieur à tous. L'insertion professionnelle est prise en compte et se traduit par un nombre important de formations professionnalisées.

- Coordonnées du pouvoir Adjudicateur :

Mme. Nathalie CHARNAUX
Président de l'Université Paris XIII (USPN)
99 Av. Jean-Baptiste Clément
F 93430 Villetaneuse

- Coordonnées du Juriste en charge de la procédure de Marché Public :

M. Saliou DIAKITE
Téléphone : **01.49.40.20.64**
Courriel : daj@univ-paris13.fr

- Coordonnées du Responsable technique du marché :

Mme Naima DAHMANA
Courriel : naima.dahmana@univ-paris13.fr

- Coordonnées de l'Agent Comptable :

M. Jean-Michel PAJOT
Agent Comptable
99 Av. Jean-Baptiste Clément
F 93430 Villetaneuse

Article 1 – Objet du marché

Le présent marché a pour objet la conception, la fourniture, l'installation, les tests et la réception de câblages informatiques et téléphoniques pour les sites de l'USPN. Ces travaux de câblages, réalisés en site occupé, assureront le transport de tout type de flux.

Les prestations attendues du prestataire sont décrites de manière détaillée dans le Cahier des clauses techniques particulières (CCTP) du marché.

Dans le bordereau des prix, les désignations avec le symbole* pourront être fournies à l'Université Paris 13 sans que cela fasse l'objet de travaux par le titulaire.

Article 2 – Désignation - Représentation des parties

Article 2.1 – Le pouvoir adjudicateur

Le pouvoir adjudicateur est l'USPN dont le siège administratif est situé au 99 avenue Jean Baptiste Clément 93430 Villetaneuse.

L'USPN sera représentée pour l'exécution du marché par sa Présidente, Madame Nathalie CHARNAUX.

Le référent technique du marché est le responsable support, Monsieur Edouard PELLETIER – resp.support@univ-paris13.fr.

Article 2.2 – Le Titulaire

Le Titulaire est l'opérateur économique qui conclut le marché avec l'USPN.

En cas de groupement des opérateurs économiques, le « Titulaire » désigne les membres du groupement, représenté, le cas échéant, par son mandataire.

Le Titulaire désigne un représentant qualifié muni des pouvoirs nécessaires pour prendre toutes décisions utiles notamment pour signer tout document, donner toutes instructions au personnel de son entreprise ou encore assister aux réunions.

D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le Titulaire en cours d'exécution de l'accord-cadre.

La liste des personnes habilitées sera notifiée par le titulaire à l'USPN par écrit dans un délai maximum de 15 (quinze) jours suivant la notification d'attribution du marché, et mise à jour dans un délai de 5 jours ouvrés maximum suivant l'évènement à l'origine de la modification, en cas de remplacement temporaire ou définitif.

Article 3 – Allotissement

Le présent marché n'est pas alloti car son objet ne permet pas l'identification de prestations distinctes.

Article 4 – Fonctionnement du marché

Article 4.1 – Forme du marché

Le marché prend la forme d'un accord cadre qui fixe toutes les stipulations contractuelles, il est exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande dans les conditions fixées aux articles R. 2162-13 et R. 2162-14 du code de la commande publique.

Le marché est mono-attributaire, il est attribué à un seul opérateur économique.

Article 4.2 – Émission des bons de commande

Pour chaque commande, le Titulaire recevra un document intitulé « bon de commande » édité par le représentant habilité de l'USPN.

L'émission des bons de commande sera réalisée conformément aux articles R.2161-13 et 14 du code de la commande publique.

Article 4.3 – Insertion sociale par le travail

Le titulaire procède obligatoirement à des actions d'insertion dans le cadre du marché. Il détaille dans son offre les actions qu'il mettra en œuvre (recrutement de personnes éloignées de l'emploi, recours à des entreprises sociales ou entreprise et service d'aide par le travail).

Article 5 – Montant du marché

Le présent accord cadre est fixé avec un maximum en valeur de 1 000 000 €HT conformément à l'article R.2162-4-2° du code de la commande publique. Il n'est pas posé de montant minimum.

Article 6 – Pièces constitutives du marché

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG/Travaux, les pièces constitutives du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans l'ordre de priorité ci-après :

- l'Acte d'Engagement (ATTRI) ;
- l'Annexe financière de l'acte d'engagement (Bordereau des prix) ;
- le présent Cahier des Clauses Administratives particulières de l'accord-cadre (CCAP) ;
- le présent Cahier des Clauses Techniques particulières de l'accord-cadre (CCTP) ;
- les documents d'exécution de l'accord-cadre (bon de commande) ;
- Les plannings prévisionnels rattachés au bon de commande correspondant ;
- la proposition technique du Titulaire ;
- les actes de sous-traitance le cas échéant.
- le Cahier des Clauses Administratives Générales, applicable aux marchés publics de technique de l'information et de la communication (CCAG/Travaux) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021, sauf prescriptions contraires du présent CCP ;
- Le cahier des clauses techniques générales (CCTG) applicable aux marchés publics de travaux de bâtiment et son annexe 2 – Travaux

Le CCAG/Travaux et le CCTG, bien que matériellement non joints au marché, sont réputés parfaitement connus des Parties :

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043310421>

Aucune réserve, qui serait apportée aux pièces désignées ci-dessus lors de la remise de l'offre du Titulaire puis durant l'exécution de l'accord-cadre, n'est admise. Le Titulaire s'engage à respecter toutes les dispositions incluses dans les pièces constitutives de l'accord-cadre.

Toute clause limitative de responsabilité du Titulaire intégrée dans son offre est expressément considérée comme nulle et non avenue.

Les exemplaires conservés par l'université font seuls foi en cas de litiges.

Article 7 – Durée - Délais d'exécution

Article 7.1 – Durée

La durée totale du marché est de douze (12) mois à compter de la date de notification du marché.

A l'issue de cette période, le marché est reconductible trois (3) fois par voie tacite par périodes de douze (12) mois.

Le titulaire ne peut refuser la reconduction. L'USPN a la possibilité de ne pas reconduire le marché. Pour ce faire, elle adresse sa décision au titulaire dans un délai de deux (2) mois précédant la fin de la période en cours d'exécution.

Article 7.2 – Délais d'exécution

Article 7.2.1 – Délais pour travaux

Les délais d'exécution des prestations du marché sont indiqués au CCTP ainsi que dans l'offre du titulaire.

Le délai global d'exécution des travaux est indiqué dans chaque devis du titulaire et reporté sur le bon de commande. Il devra être cohérent avec les délais types proposés dans l'offre du titulaire et respecter les délais imposés dans le CCTP. Le délai global d'exécution comprend la période de préparation de chantier.

Le titulaire sera tenu de commencer à exécuter les travaux à compter de la date indiquée dans le bon de commande.

Article 7.2.2 – Calendrier d'exécution

Le calendrier d'exécution devra être établi par le titulaire du marché. Il précise les délais d'intervention globale d'exécution. Ils partent de la première intervention de l'entrepreneur sur le chantier et expirent en même temps que sa dernière intervention.

Chaque intervention de l'entrepreneur sur le chantier fait l'objet d'un délai particulier ; la durée cumulée de ces délais particuliers est, au plus, égale à la durée du délai d'exécution du marché.

Conformément au CCTP (article 3.2) le calendrier d'exécution est présenté au pouvoir adjudicateur au plus tard 8 jours après la visite sur site.

Article 7.2.3 – Délais pour fournitures

Le titulaire devra respecter les délais de livraisons indiqués dans son offre et notamment dans le (bordereau des prix).

Article 7.2.4 – Délais pour fournitures

L'USPN se garde la possibilité d'annuler toute commande n'ayant pas encore été exécutée sans que le titulaire ne puisse prétendre à quelque indemnité. Un bon de commande est considéré exécuté à compter de la livraison de la fourniture ou à défaut à compter de l'exécution de la prestation. L'Université mettra tout en œuvre pour que l'annulation intervienne au plus tard 24h avant la date convenue entre les parties pour la fourniture et au plus tard cinq (5) jours ouvrés avant le début des travaux.

Dans le cas d'une annulation de commande à l'initiative du titulaire comprenant des travaux, le délai de prévenance est de cinq (5) jours ouvrés minimum avant la date d'exécution de la prestation. En cas de non-respect de ce délai et pour les prestations de fournitures sans travaux, quel que soit le délai de prévenance, le titulaire encourt une pénalité conformément à l'article 19 du présent CCAP.

L'USPN peut se réserver la possibilité d'annuler à tout moment une commande, sans indemnité, en cas de non-respect des délais de livraison de ladite commande. En cas de non-respect des délais d'exécution prévus au marché, le titulaire encourt une pénalité conformément à l'article 19 du présent CCAP.

Article 7.3 – Prolongation des délais d'exécution

Si une cause n'engageant pas la responsabilité du Titulaire (fait de l'USPN, événement ayant le caractère de force majeure...) fait obstacle à l'exécution des prestations du marché dans les délais contractuels, une prolongation de ces délais pourra être accordée par l'USPN.

Le délai ainsi prolongé a les mêmes effets que le délai contractuel.

Pour bénéficier de cette prolongation, le Titulaire signale à l'USPN les causes faisant obstacle à l'exécution des prestations dans le délai contractuel.

Le Titulaire dispose, à cet effet, d'un délai de dix (10) jours à compter de la date à laquelle ces causes sont apparues ou d'un délai courant jusqu'à la fin du délai d'exécution du bon de commande, dans le cas où le bon de commande arrive à échéance dans un délai inférieur à dix (10) jours. Il indique, par la même demande, à l'USPN la durée de la prolongation demandée.

L'USPN dispose d'un délai de 72 heures, à compter de la date de réception de la demande du Titulaire pour lui notifier sa décision, sous réserve que le bon de commande concerné n'arrive pas à son terme avant la fin de ce délai.

Aucune demande de prolongation du délai d'exécution ne peut être présentée après l'expiration du délai contractuel d'exécution de la prestation.

Article 7.3 – Lieux d'exécution

Les sites de l'USPN sont les suivants :

- **Campus de VILLETANEUSE** (99, Avenue Jean-Baptiste Clément 93430 Villetaneuse)

- **Campus de SAINT-DENIS** (Place du 8 mai 1945 93206 Saint-Denis)
- **Campus de BOBIGNY** (74, rue Marcel Cachin 93017 Bobigny)
- **Campus de LA PLAINE SAINT-DENIS** (5, rue de la Croix-Faron 93206 Saint-Denis)
- **Campus d'ARGENTEUIL** (48 rue Alfred-Labrière 95100 Argenteuil)
- **Campus de LA MSH NORD** (20 av George Sand 93210 La Plaine Saint-Denis)

Le titulaire est soumis à une **obligation de résultat** pour la réalisation de l'ensemble de ces prestations.

Article 8 – Co-traitance et sous-traitance

Article 8.1 – Co-traitance

En cas de groupement conjoint, le mandataire est solidaire de chacun des membres du groupement dans les obligations contractuelles de celui-ci à l'égard du représentant du pouvoir adjudicateur.

Article 8.2 – Sous-traitance

Le Titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties du marché, sous réserve de l'acceptation du ou des sous-traitants par l'USPN et de l'agrément des conditions de paiement de chaque sous-traitant en application des dispositions fixées par la loi n°75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance, modifiée par l'ordonnance n°2018-1074 du 26 novembre 2018.

En application des textes précités, l'acceptation d'un sous-traitant en cours de marché et l'agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance sont constatées par un acte spécial signé par l'USPN, par le contractant qui conclut le contrat de sous-traitance et le mandataire. Le recours à la sous-traitance, sans acceptation préalable des conditions de paiement, expose le Titulaire à la résiliation du marché sans indemnités.

Le montant des prestations du sous-traitant doit être présenté selon une décomposition en correspondance avec le marché.

En cas de sous-traitance, le Titulaire demeure personnellement responsable du respect de toutes les obligations résultant du marché tant envers l'USPN qu'envers les personnels de la société sous-traitante.

Lorsque le montant de la sous-traitance apparaît anormalement bas, les dispositions de l'article R.2193-9 sont mises en œuvre.

Les conditions de l'exercice de la sous-traitance sont définies à l'article 3.6 du CCAG/Travaux

Article 9 – Reconnaissance des lieux

A chaque demande de travaux, le titulaire avant de remettre son devis devra procéder à une reconnaissance des lieux (voir article 2 CCTP), tant pour en tirer tous les renseignements utiles à la bonne marche du travail que pour prendre en compte les contraintes des prestations.

Ainsi, le titulaire déclare être parfaitement informé de la constitution des locaux. Dès lors, il ne peut se prévaloir de la méconnaissance ou de l'insuffisance d'informations sur le bâtiment ou ses installations, ou de faire état ultérieurement d'une erreur, omission ou imprécision quelconque, pour ne pas accomplir toute ou parties des prestations nécessaires à l'accomplissement total de sa mission dans le cadre défini par le présent marché.

Article 10 – Préparation, coordination et exécution des travaux

Article 10.1 – Période de préparation

Dans chaque devis visé par bon de commande, il sera fixé une période de préparation de chantier comprise dans le délai d'exécution. Cette période pourra déroger au délai de deux mois de l'article 28.1 du CCAG/Travaux.

Article 10.2 – Plans d'exécution

Les plans d'exécution et les spécifications techniques détaillées sont établis par le titulaire et soumis avec les notes de calcul et études de détail à l'approbation de l'Université.

La fourniture des plans d'exécution, notes de calcul et études de détail est effectuée dans les conditions de l'article 29.1.4 du CCAG/Travaux.

Article 10.3 – Organisation, sécurité et protection de la santé des chantiers

10.4.1 Plan d'hygiène et sécurité

L'article 28.3 du CCAG/Travaux s'applique.

10.4.2 Prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité

Il sera fait application des dispositions suivantes :

- Décret n°92-158 du 20 février 1992 (travaux en milieu occupé).
- Loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993 modifiant les dispositions du code du travail applicables aux opérations de bâtiment et de génie civil en vue d'assurer la sécurité et de protéger la santé des travailleurs et portant transposition de la directive du Conseil des communautés européennes n° 92-57 en date du 24 juin 1992.

Article 11 – Réception et admission

Article 11.1 – Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux

Les essais et contrôles des ouvrages ou parties d'ouvrages prévus par le CCTP sont à la charge de l'entrepreneur.

Si l'USPN prescrit d'autres essais ou contrôles, ils seront à sa charge si celui-ci ne peut apporter la preuve d'une faute de l'entreprise responsable de l'ouvrage ; dans le cas contraire, ces essais et contrôles sont pris en charge par l'entrepreneur.

Article 11.2 – Réception

La réception des prestations de travaux sont réalisées conformément à l'article 41 du CCAG/Travaux. Elle a lieu à l'achèvement de l'ensemble des travaux et prend effet à la date fixée pour l'achèvement des travaux.

Le titulaire informera obligatoirement l'USPN, en amont, de la date prévue pour l'achèvement des travaux afin de réaliser les opérations préalables à la réception des travaux qui comportent notamment :

- la reconnaissance des ouvrages exécutés ;
- la constatation éventuelle de l'inexécution des prestations prévues au marché ;
- la vérification de la conformité des conditions de pose des équipements aux spécifications des fournisseurs conditionnant leur garantie ;
- la constatation éventuelle d'imperfections ou malfaçons ;
- la constatation du repliement des installations de chantier et de la remise en état des terrains et des lieux ;

Le titulaire présente dans sa proposition technique des exemples des documents qu'il utilise pour procéder à la réception des travaux d'installation.

En dérogation à l'article 41.1 du CCAG/Travaux, le délai maximal pour procéder aux opérations préalables à la réception des ouvrages est fixé à 30 jours à compter de la date de réception de l'écrit du titulaire avisant l'USPN de l'achèvement des travaux.

Article 12 – Documents fournis après exécution

Les modalités de présentation des documents à fournir après exécution seront conformes aux stipulations de l'article 40 du CCAG/Travaux.

En cas de retard dans la remise desdits documents, les pénalités seront celles prévues à l'article 17 du présent CCAP.

Article 13 – Modalité d'exécution du marché – Émission des bons de commande

Pour chaque commande, le Titulaire recevra un bon de commande produit à partir du logiciel financier de l'USPN dit « Sifac ».

Chaque bon de commande précisera :

- Numéro et intitulé du marché (« 2025MAPAT00005 Accord-cadre de prestations de câblages... »)
- Numéro de la Commande
- Date de la Commande
- La désignation des fournitures et/ou travaux avec la référence, la désignation et la quantité ;
- Les contraintes particulières éventuelles (accessibilité du site, ...) ;
- Lieu de réalisation de la prestation
- Quantité
- Prix €HT et €TTC
- Taux TVA

Chaque facture devra comporter tous les éléments figurant au bon de commande.

Sauf urgence, seuls les bons de commande signés par un représentant habilité seront honorés par le Titulaire. Lors du lancement du marché, l'USPN fournira au titulaire, une liste des services habilités à passer commande. Le titulaire devra considérer comme nulle, toute commande orale ou toute commande émanant d'une personne non habilitée à le faire.

Les bons de commandes sont envoyés au Titulaire par voie électronique. Ils pourront être émis jusqu'au dernier jour de validité du marché.

Le Titulaire devra mettre à disposition de l'USPN une interface dématérialisée dédiée pour la gestion des commandes, ou à minima désigner un interlocuteur dédié au traitement des bons de commandes émis par voie électronique. Le coût de l'éventuelle interface de gestion des bons de commande sera réputé compris dans les prix du marché et ne pourra pas faire l'objet d'une demande de rémunération supplémentaire.

Toutes les questions liées aux bons de commande doivent être adressées à l'adresse suivante : pole-depenses@univ-paris13.fr (avec en copie daj@univ-paris13.fr).

Article 14 – Modalités de détermination des prix

Article 14.1 – Répartition des paiements

L'acte d'engagement et son annexe indique le cas échéant ce qui doit être réglé respectivement à :

- l'opérateur économique titulaire et à ses sous-traitants ;
- l'opérateur économique mandataire, ses cotraitants et leurs sous-traitants.

Article 14.2 – Forme des prix

Les prix des travaux et fourniture, objet du présent marché, sont des prix unitaires. Ils sont fermes pour la première année d'exécution. Le cas échéant, les prix seront révisables à chaque reconduction sur demande expresse du titulaire conformément aux stipulations de l'article 11.4 du présent CCAP.

Article 14.3 – Contenu des prix

Article 14.3.1 – Dispositions générales

Les prix sont définis dans l'annexe financière jointe à l'acte d'engagement (le Bordereau des prix unitaires - BPU), le taux de la TVA appliquée est celui en vigueur au moment de la remise de l'offre.

Les prix réglés durant l'exécution du marché correspondent aux prix indiqués au BPU appliqués aux quantités effectives commandées. Ces prix sont établis sans restriction ni réserve d'aucune sorte, ils comprennent toutes fournitures, locations, déplacements, frais généraux, que le titulaire est susceptible d'engager lors de l'exécution des prestations.

Les prix comprennent, outre la totalité des charges fiscales, parafiscales, ou autres frappant obligatoirement les prestations du marché, toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires ainsi que tous les frais de quelque nature que ce soit. Et, notamment :

- les frais d'assurances souscrites par le titulaire pour couvrir son activité professionnelle ;
- les éventuels frais de déplacements et de logements du Titulaire ;
- en cas de co-traitance, conjointe ou solidaire, toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations coordination et contrôle, ainsi que tous les frais consécutifs aux mesures propres à pallier d'éventuelles défaillances des membres du groupement et les conséquences de ces défaillances ;
- en cas de sous-traitance, les frais de coordination et de contrôle de ce sous-traitant, ainsi que les conséquences de ces défaillances ;

Tous les prix sont établis en euros (€).

Article 14.3.2 – Dispositions particulières

Le contenu des prix résulte également de la prise en compte des éléments suivants :

- Les prix sont établis sur la base de la définition et de la description des ouvrages telles qu'elles figurent aux documents de consultation, dans leur ordre de priorité, sans caractère limitatif et quelles que soient les imprécisions, contradictions ou omissions que pourraient présenter ces pièces ;
- Les prix incluent les dépenses relatives à l'installation et à la désinstallation du chantier (gestion des déchets compris) ;
- Les prix incluent les frais de l'exécution des trous, scellements, raccords qui seront nécessaires à l'exécution des prestations du marché ;
- Les détails et prestations annexes nécessaires à une parfaite finition ne sont pas nécessairement décrits ou mentionnés dans les documents du marché ; le titulaire est donc réputé avoir prévu lors de l'étude de son offre, et avoir inclus dans son prix, toutes les modifications et adjonctions mineures éventuellement nécessaires pour l'usage auquel les ouvrages sont destinés ;
- Le titulaire est réputé avoir pris connaissance des lieux avant la remise de ses devis, et de toutes difficultés relatives aux accès et/ou aux conditions d'exécution spécifiques au site. A ce titre, il ne pourra se prévaloir d'une connaissance insuffisante du site, ou des attentes du présent marché. Il reconnaît avoir notamment, avoir pris connaissance complète et entière du terrain et de ses abords ainsi que des conditions d'accès et des possibilités de desserte en voirie et réseaux divers, et de tous éléments généraux

ou locaux en relation avec l'exécution des travaux ; et avoir apprécié toutes difficultés inhérentes au site, aux moyens de communications, aux ressources en main d'œuvre.

- Le titulaire est réputé avoir établi son prix sur ses propres estimations quantitatives, et en avoir tenu compte pour l'élaboration de son offre. Les dépenses supplémentaires imprévues que le titulaire pourrait avoir à supporter en cours de chantier par suite de l'application de ce principe, font partie intégrante des aléas que le maître d'ouvrage ne pourra prendre en compte et qui seront aux frais du titulaire ;

- Le prix tient compte de toutes dépenses liées aux mesures particulières concernant la Sécurité et la Protection de la Santé (SPS), jusqu'à la fin du délai de garantie de parfait achèvement ;

- Le prix tient compte de toutes dépenses liées aux mesures particulières concernant le tri, l'évacuation et l'élimination des déchets conformément à la législation en vigueur.

Le titulaire a contrôlé les indications des documents du dossier de consultation des entreprises (DCE) et fait constater les erreurs ou omissions dont il ne pourra se prévaloir au cours de l'exécution du présent marché. Il s'assure d'être informé de tous renseignements complémentaires nécessaires auprès du Maître d'ouvrage et auprès de tous services compétents.

Le soumissionnaire devra inclure dans sa proposition tous les travaux et prestations qui le concernent et qui sont nécessaires pour assurer le parfait achèvement et le bon fonctionnement des ouvrages.

Article 14.4 – Chiffrage des devis

Les prix des devis proposés par le titulaire devront être conformes au BPU. Toutefois, les prix compris au BPU étant des prix plafonds celui-ci pourra proposer des prix plus avantageux pour l'USPN que ceux proposés dans son offre.

Article 14.5 – Etablissement des prix du marché

Les prix sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois précédent la remise de l'offre finale. Ce mois est appelé « Mo ».

Les prix du marché sont fermes sur la période d'exécution initiale du marché. Le cas échéant, ils sont révisables lors de chaque période de reconduction. Le titulaire transmet à l'USPN une demande de révision de prix dans un délai minimum de trois (3) mois précédant la fin de la période en cours. Il accompagne sa demande de l'ensemble des éléments justifiant son choix, notamment les éléments de calcul.

Article 14.6 – Clause butoir et de sauvegarde

En cas de hausse excédant de plus de 2% les conditions précédentes, l'USPN se réserve la faculté, soit de limiter cette hausse à 2% soit de résilier la partie du marché concernée sans que le titulaire puisse prétendre à indemnité.

Le taux s'applique pour chacune des désignations énoncées dans le BPU.

Article 14.7 – Ajout et remplacement de produit

Tout ajout ou remplacement de produit au BPU doit être préalablement validé par l'USPN par écrit.

A la réception de la demande écrite d'ajout ou de remplacement, l'USPN s'engage à répondre au titulaire dans un délai d'un (1) mois. L'USPN se réserve le droit de refuser le produit de remplacement si celui-ci ne correspond aux caractéristiques du produit initial. Elle se réserve également le droit de refuser l'ajout de nouveaux produits sans avoir à apporter de justification au titulaire.

L'ajout de nouveaux produits fera l'objet d'une modification du marché (avenant).

Article 15 – Retenue, GAPD ou caution

Conformément à l'article 44.1 du CCAG/Travaux, le délai de garantie de parfait achèvement des travaux réalisés dans le cadre du marché est d'un (1) an à compter de la date d'effet de la réception.

Il sera prévu une retenue de garantie de 5% sur le montant initial du marché. Ce taux sera de 3% si le titulaire est une petite et moyenne entreprise (PME).

Celle-ci pourra être remplacée au gré du titulaire par une garantie à première demande ou, si les deux parties en sont d'accord, par une caution personnelle et solidaire. Le montant de la garantie à première demande ou de la caution personnelle et solidaire ne pourra être supérieur à celui de la retenue garantie qu'elles remplacent.

Le titulaire indique à l'acte d'engagement la garantie choisie.

Article 16 – Avance

L'USPN accorde une avance au titulaire d'un marché lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 euros hors taxes et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois. L'avance est accordée au Titulaire sur la partie des montants financiers non sous-traités conformément aux articles R.2191-3 à 12 et R.2191-29 du code de la commande publique.

Le montant de l'avance est fixé à 5% d'une somme égale à douze fois le montant initial toutes taxes comprises du marché divisé par sa durée exprimée en mois. Ce montant est augmenté à 20% lorsque le titulaire est une petite et moyenne entreprise (PME). Le Titulaire peut refuser le versement de l'avance dans l'acte d'engagement.

Le versement de l'avance aux sous-traitants est réalisé conformément aux articles R.2193-17 à 21 du code de la commande publique.

Lorsque le titulaire du marché public ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite ou moyenne entreprise mentionnée à l'article R. 2151-13 du code de la commande publique, le taux minimal de l'avance est porté à 20 %.

Article 17 – Modalités de règlement des comptes

Le Titulaire établira les **factures détaillées sur une périodicité mensuelle** et les adressera à la comptabilité fournisseurs de l'USPN via la plateforme CHORUS PRO.

Outre les informations légales, les factures devront porter l'ensemble des indications comprises au bon de commande (cf. article 8 du présent CCAP)

En cas de cotraitance :

- en cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations ;
- en cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire.

Article 18 – Délai global de paiement

L'USPN se libère des sommes dues en exécution du présent marché, par virement bancaire.

Le délai global de paiement du marché public ne peut excéder trente (30) jours conformément à l'article R.2192-10 du code de la commande publique. Le dépassement de ce délai de paiement ouvre de plein droit et sans autre formalité, pour le titulaire du marché le bénéfice d'intérêts moratoires.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliqué par la banque centrale européenne, majoré de huit points (8 points), auquel se rajoute une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €.

Les intérêts moratoires courent à partir du jour suivant l'expiration du délai global de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse.

Article 19 – Pénalités financières

Par dérogation à l'article 19 du CCAG/Travaux, toutes les pénalités sont applicables sans demande préalable d'observation de la part du titulaire et sans mise en demeure préalable.

Les pénalités (voir tableau ci-après) sont applicables au titulaire par unité de durée et par défaillance.

| Nature de l'intervention | Pénalité en € TTC | Unité |
|--|--|---------------------|
| Pénalités pour retard dans le phasage de toute opération et suite à la visite sur site (date de visite, devis, cas d'urgence, remise de sa proposition financière et technique). | 30 € HT /jour à partir du lendemain des délais renseignés à l'article 3.1 et 3.2 du CCTP. | Jour ouvré |
| Pénalités pour retard dans la livraison des fournitures | 5% du prix € HT de la prestation concernée/ jour à partir du lendemain des délais renseignés dans l'offre du titulaire. | Jour ouvré |
| Pénalités pour retard dans l'exécution des travaux (par rapport au calendrier d'exécution transmis par le titulaire à l'USPN) | 5% du prix € HT de la prestation concernée/ jour | Jour ouvré |
| Non-respect des obligations du titulaire (telles que précisées dans les documents contractuels) | 50 € TTC par faute applicable sur la facture de la prestation qui a l'objet de la non-conformité. Le titulaire disposera d'un délai de 3 jours pour remédier au défaut d'exécution le cas échéant. En cas de non-action de la part du titulaire dans les délais, le titulaire se verra appliquer une pénalité de retard de 50€ HT par jour de retard. | Faute Jour ouvré |
| Défaut de qualité | Toute défaillance liée à l'utilisation de matériels ne respectant pas les normes prescrites par l'USPN donne lieu à une pénalité forfaitaire de 150€TTC de la par manquement constaté applicable sur | Manquement |

| | | |
|--|---|-----------------------|
| | la facture de la prestation qui a l'objet de la non-conformité. | |
| Pénalités en cas d'absence aux réunions de chantier | - 50 € HT à chaque absence non justifiée - 30 € HT tout retard de plus d'une heure aux réunions de chantier. | Absence Retard |
| Délais et retenues pour remise des documents fournis après exécution | En cas de retard dans la remise du dossier des ouvrages exécutés (DOE) par le ou les titulaires conformément à l'article 19.3 du CCAG/Travaux, une retenue égale à 50 € TTC sera opérée | Manquement |

Les délais contractuels sont définis à l'acte d'engagement (AE), dans la proposition technique du titulaire et dans les bons de commandes émis par l'USPN et les devis émis par le titulaire.

Infractions aux prescriptions de chantier

Dans le cas où les prescriptions de chantier ne seraient pas observées, il sera fait application de pénalités indépendantes de celles visées aux articles précédents et avec lesquelles elles se cumulent. Ces pénalités interviendront de plein droit, sur la simple constatation par l'Université Paris 13 des infractions, et après notification écrite sur le chantier d'avoir à exécuter la prescription au plus tard le lendemain. Elles seront déduites des situations mensuelles.

La pénalité pour infraction aux prescriptions de chantier sera de **50 € TTC** par infraction et par jour calendaire dans les cas suivants :

- Non-respect des prescriptions relatives à la signalisation générale du chantier ;
- Inobservation d'une obligation concernant la sécurité et la protection de la santé ;
- Non transmission du PPSPS dans les délais prévus ;
- Dépôt de matériaux, terres, gravois en dehors des zones prescrites ;
- Retard dans la remise ou la diffusion de documents nécessaires à l'exécution des travaux (plans d'exécution, notes de calculs, notes techniques, études de détail, plans de synthèse, etc.) ;
- Retard dans la production de justificatifs et/ou prévisions de prix pour ouvrages non prévus ;
- Retard dans le nettoyage du chantier ;
- Biens endommagés lors de la remise en état après travaux ;
- Non-respect du tri des déchets sur le chantier.

Pénalité pour travail dissimulé :

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10 % du montant TTC du marché.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé

Article 20 – Modifications

Toute modification du présent marché ne peut valablement être faite que par un document signé par chacune des Parties. Le présent marché pourra être modifié dans les conditions des articles L.2194-1 et R.2194-1 et suivants du code de la commande publique.

Article 21 – Marchés de prestations similaires et complémentaires

L'USPN se réserve le droit de conclure un ou plusieurs marchés négociés sans publicité et sans mise en concurrence préalables en vue de réaliser des prestations similaires ou complémentaires à celles qui ont été confiées au Titulaire.

Article 22 – Changement dans la situation du titulaire

Tout changement de raison sociale ou dénomination sociale, de siège social, de domicile, ou de compte à créditer doit être notifié à l'USPN par tout moyen permettant de donner date certaine à la réception.

Cette notification doit être appuyée selon le cas, soit du nouveau RIB, soit d'un exemplaire du journal d'annonces légales relatant la décision de l'Assemblée Générale de la Société, et d'une copie certifiée conforme de l'extrait du journal d'annonces légales.

Article 23 – Cession

En cas de transfert du marché à la société née de la fusion ou de l'absorption de l'entreprise Titulaire, celle-ci ne peut s'opérer de plein droit sans agrément préalable et écrit de l'USPN.

Le Titulaire doit en informer l'USPN dans les plus brefs délais et produire les documents et renseignements concernant la nouvelle entreprise à qui le contrat serait cédé.

La cession acceptée par l'USPN fera l'objet d'un acte modificatif constatant le transfert du contrat au nouveau Titulaire.

En cas de refus, l'USPN pourra, de plein droit sans indemnité à verser au Titulaire, résilier le marché.

Article 24 – Force majeure

L'USPN et la titulaire ne pourront être tenues responsables d'un manquement à l'une quelconque de leurs obligations au titre du marché qui résulterait de la survenance d'un événement de force majeure, tel que défini par la loi et la jurisprudence.

Dans la mesure où de telles circonstances se poursuivraient pendant une durée supérieure à un (1) mois calendaire, l'USPN et le titulaire conviennent d'engager des discussions en vue de modifier les termes de leurs engagements respectifs.

Si aucun accord n'était possible, chaque Partie serait en droit de résilier le marché, sous réserve du respect d'un préavis minimum de deux (2) mois, sans dommages et intérêts, sur simple notification écrite (courrier recommandé avec accusé de réception ou courrier électronique) adressée à l'autre Partie.

Au jour de prise d'effet de la résiliation, les sommes d'ores et déjà encaissées par le Titulaire lui resteront acquises. De la même manière, les sommes correspondant aux factures émises, mais non payées, seront dues au Titulaire.

Article 25 – Résiliation

Il est fait application des articles 49 et 50 du CCAG/Travaux et des dispositions suivantes.

L'USPN peut prendre la décision de résilier le marché aux torts du Titulaire :

- s'il refuse le paiement des pénalités de retard ;
- lorsqu'il a contrevenu à l'article D. 8222-5 du Code du travail. Dans ce dernier cas, une mise en demeure doit être notifiée par écrit et assortie d'un délai fixé par le Pouvoir adjudicateur. À défaut d'indication de délai, le Titulaire défaillant dispose d'un (1) mois à compter de la notification de la mise en demeure pour satisfaire aux obligations de celle-ci ou pour présenter ses observations.

Si la mise en demeure reste infructueuse, le marché pourra être résilié aux torts du Titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité, et le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques.

Par ailleurs, en dehors des cas prévus au CCAG TIC, l'USPN se réserve le droit de prononcer la résiliation du marché, sans indemnité ni préavis en cas de non-respect répété des délais ou conditions d'exécution du marché sans motif valable à l'appréciation de l'USPN.

En cas de résiliation pour motif d'intérêt général, le Titulaire ne percevra pas d'indemnité.

En cas de résiliation du marché, l'USPN se réserve la possibilité de résilier tout ou partie des bons de commande préalablement émis.

L'USPN peut faire procéder par un tiers à l'exécution de tout ou partie des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire.

Article 26 – Responsabilités

Le Titulaire est responsable de plein droit à l'égard de l'USPN de la bonne exécution des obligations résultant de l'accord-cadre, que ces obligations soient à exécuter par lui-même ou par des sous-traitants, sans préjudice de son droit de recours contre ceux-ci.

Article 26.1 – Provenance, qualité, contrôle et prise en charge des matériaux et produits

Article 26.1.1 – Provenance des matériaux et produits

Le titulaire se conformera aux dispositions du CCTP.

Article 26.1.2 – Caractéristiques, qualités, vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits

Le CCTP définit les caractéristiques et qualités de matériaux, produits et composants de construction à utiliser dans les travaux ainsi que les modalités de leurs vérifications, essais et épreuves, tant qualitatives que quantitatives, sur le chantier.

Les matériaux, produits et composants de construction sont soumis pour leur vérification à des essais et épreuves dans les conditions de l'article 24 du CCAG/Travaux.

Article 26.2 – Gestion du personnel

L'ensemble du personnel du Titulaire affecté en tout ou partie à l'exécution des prestations reste, en toute circonstance, sous l'autorité hiérarchique et disciplinaire de celui-ci. Le Titulaire assure l'encadrement et le contrôle de ses salariés.

Le personnel du Titulaire sera tenu de prendre connaissance des consignes générales et particulières de sécurité à observer lors de sa présence dans les locaux du Pouvoir adjudicateur.

Le Titulaire est tenu au respect des dispositions du Code du travail relatives notamment à la protection de la main d'œuvre, à l'embauche de salariés étrangers et aux conditions de travail. Il devra se conformer, tout au long de l'exécution de l'accord-cadre, aux dispositions de l'article L. 8221-1 du Code du travail.

Afin que le Pouvoir adjudicateur puisse satisfaire à son obligation de vérifier la conformité de la situation du Titulaire au regard de législation du travail, le Titulaire, avant la signature de l'accord-cadre et tous les six (6) mois de son exécution, communique les documents prévus par le Code du travail.

Article 27 – Notifications – Cession de créances – Pièces à remettre au titulaire

La notification du marché comprend une copie conforme, délivrée sans frais par l'USPN au Titulaire, de l'acte d'engagement et de l'annexe financière.

Les créances résultant du marché peuvent être cédées ou nanties par le Titulaire et ses sous- traitants au titre de la loi du 2 janvier 1981 modifiée facilitant le crédit aux entreprises. À cet effet, une copie de l'acte d'engagement certifiée conforme à l'original est remise au Titulaire, sur sa demande, cautionné éventuellement à la part qu'il exécute par lui-même. Cette copie porte la mention d'exemplaire unique pour être remise, au gré du Titulaire, et de ses sous-traitants à l'établissement financier de leur choix.

Dans le cadre de l'exécution du marché, pour les notifications au Titulaire de ses décisions ou informations faisant courir un délai, l'USPN prévoit d'utiliser toutes les formes qui permettent d'attester de la date et de l'heure de leur réception. Les notifications sont faites à l'adresse du Titulaire mentionnée dans l'acte d'engagement.

Article 28 – Nullité d'une clause

L'invalidité, l'inopposabilité, l'inefficacité ou l'impossibilité de mettre œuvre une stipulation du marché n'affectera aucunement la validité, l'opposabilité, l'efficacité et la mise en œuvre des autres stipulations de l'accord-cadre, qui continueront de trouver application.

Toutefois, les Parties négocieront de bonne foi en vue du remplacement de la stipulation concernée par une stipulation valable, opposable, efficace et présentant autant que possible les mêmes effets que ceux qu'elles attendaient de la stipulation remplacée.

Article 29 – Assurances

Le Titulaire certifie être assuré auprès d'une compagnie d'assurance couvrant toutes les responsabilités qu'elle pourrait encourir au titre des présentes.

Une attestation de sa compagnie d'assurance précisant l'objet, la durée et l'étendue de la garantie, les exclusions et le montant du risque assuré sera délivrée à l'USPN, au plus tard 15 jours calendaires suivant la date de notification du marché.

En cas de défaut d'assurance, l'USPN se réserve la possibilité de résilier l'accord-cadre, sans indemnité pour le Titulaire.

Article 30 – Protection des données personnelles

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après, « le règlement européen sur la protection des données »).

Le titulaire, sous-traitant dans le cadre du Règlement précité, est autorisé à traiter pour le compte de l'USPN, responsable du traitement dans le cadre du Règlement précité, les données à caractère personnel nécessaires pour fournir le ou les service(s) suivant(s) [...]. Il s'engage à traiter les données uniquement pour assurer la bonne exécution des prestations du présent marché et à garantir la confidentialité des données traitées.

Le sous-traitant communique à l'USPN les informations liées à la nature des opérations réalisées sur les données dans le cadre du présent marché, la ou les finalités du traitement, les données à caractère personnel traitées, les catégories de personnes concernées ainsi que les informations émanant de l'USPN dont il a besoin pour se conformer à ses obligations en matière de protection des données personnelles.

Le sous-traitant peut faire appel à un autre sous-traitant (« le sous-traitant ultérieur ») pour mener des activités de traitement spécifiques. Dans ce cas, il en informe préalablement et par écrit le responsable de traitement. Il devra également informer de la même façon de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement d'autres sous-traitants.

Le sous-traitant notifie au responsable de traitement, par courrier électronique à l'adresse : dpo@univ-paris13.fr, toute violation de données à caractère personnel dans un délai maximum de 48 heures après en avoir pris connaissance.

Le sous-traitant communique au responsable de traitement, dans sa proposition technique, le **nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données (ou à défaut du référent en la matière)**, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données

Article 31 – Droit applicable

Le présent marché est soumis au droit français, à l'exclusion de toute autre législation.

Article 32 – Différends

Les dispositions de l’article 55 du CCAG/Travaux sont applicables au marché.

La procédure de règlement amiable constitue un préalable obligatoire à l'introduction d'une action en justice entre l’USPN et le titulaire. Toute action introduite en justice en violation de la présente clause serait déclarée irrecevable.

Le cas échéant, le médiateur des entreprises ou le comité consultatif de règlement amiable des différends ou litiges relatifs aux marchés publics compétent pourront être saisis par l’une des Parties.

Cependant, dans le cas de l’échec des tentatives de règlement amiable, tout litige relatif à la conclusion, l’interprétation, l’exécution ou la cessation du présent accord-cadre sera soumis au tribunal administratif de Montreuil exclusivement compétent, y compris en référé, nonobstant l’appel en garantie ou la pluralité de défendeurs.

Article 33 – Élection de domicile

Pour l'exécution des présentes ainsi que de leurs suites, l’USPN et le titulaire font respectivement élection de domicile en leurs sièges sociaux ou adresses indiqués en tête de l’acte d’engagement.

Toute modification du siège social ou de l'adresse de l'une des parties ne sera opposable à l'autre partie que quarante-huit (48) heures après lui avoir été dûment notifiée.

Article 34 – Dérogations au CCAG-TRAVAUX

| Article du présent CCAP | Objet | Article du CCAG/ Travaux |
|-------------------------|--|--------------------------|
| 6 | Pièces constitutives du marché | 4.1 |
| 11.2 | Délai pour procéder aux opérations préalables à la réception | 41.1 |
| 19 | Pénalités financières | 19 |